

Art. 2. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au c), les mots « y annexé » sont supprimés;

2° le d) est remplacé par la dispositions suivante :

« d) le calcul de la différence visée à l'article 6, éventuellement par tranche du prêt lorsque plusieurs taux d'intérêt sont d'application, pour autant que ces derniers soient tous supérieurs, selon le cas, à 9,50 p.c. ou à 8,50 p.c.; »;

3° le e) est remplacé par la disposition suivante :

« e) soit le tableau de remboursement dressé en fonction de la convention de prêt effective, soit, lorsque le prêt est remboursable par tranches périodiques constantes comprenant aussi bien l'amortissement que les intérêts, un document mentionnant les sommes à payer effectivement par l'emprunteur sans l'intervention, soit, lorsque le prêt est remboursé selon d'autres modalités, un document indiquant le mode de remboursement ainsi que les sommes à payer effectivement par l'emprunteur pendant chacune des cinq premières années, sans l'intervention; »;

4° dans le i), les mots « une copie certifiée conforme » sont remplacés par les mots « l'original ou une copie, certifiée conforme par le bourgmestre ou l'organisme de crédit, »;

5° le j) est remplacé par la disposition suivante :

« j) soit une copie du permis de bâtir, certifiée conforme par le bourgmestre ou l'organisme de crédit, soit une déclaration du bourgmestre établissant que les travaux pour lesquels le prêt est consenti ne nécessitent pas l'octroi d'un permis de bâtir. ».

Art. 3. L'article 8 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. L'intervention instituée par le présent arrêté fait l'objet d'une promesse portant octroi provisoire ou d'un refus dans l'ordre chronologique des demandes complètes introduites auprès de l'Administration du Logement en conformité avec l'article 7. Est considérée comme date de la demande, la date qui a été apposée sur le pli recommandé, par les soins de la poste.

L'intervention ne peut faire l'objet d'une promesse définitive que si l'organisme de crédit transmet à l'Administration du Logement, dans les six mois de la date de la promesse portant octroi provisoire, visée au précédent alinéa, un certificat du notaire instrumentant, attestant la passation de l'acte de prêt ainsi que les conditions du prêt. Toutefois, le Ministre peut, dans des circonstances graves et exceptionnelles, déroger au délai de

six mois précité, pour autant que la demande en obtention de cette dérogation soit introduite au moins deux semaines avant l'expiration de ce délai.

La promesse portant octroi provisoire, la promesse portant octroi définitive, de même que le refus de l'intervention sont notifiés à l'organisme de crédit et à l'emprunteur.

L'intervention est accordée par semestre et ce pendant trois ans à compter soit du 1er juillet 1981 en ce qui concerne les interventions qui sont octroyées définitivement avant cette date, soit du 1er janvier 1982 en ce qui concerne les interventions octroyées définitivement du 1er juillet 1981 jusqu'au 31 décembre 1981, soit du 1er juillet 1982 en ce qui concerne les interventions octroyées définitivement après le 31 décembre 1981.

L'intervention sert à régler en partie les paiements contractuels au taux d'intérêt réel. ».

Art. 4. L'article 9 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 9. Au début de chaque semestre, les organismes de crédit doivent introduire auprès de l'Administration du Logement un état de créance concernant les prêts ou les tranches de prêts consentis par eux, qui ont fait l'objet de la promesse définitive visée à l'article 8, alinéa 2.

Chaque semestre, au cours de la période de trois ans visée à l'article 8, alinéa 4, la Région verse, sur base des états de créance introduits, les montants des interventions aux organismes de crédit, qui ou bien les inscrivent immédiatement sur les comptes des emprunteurs intéressés, ou bien les portent en déduction des sommes dues par les emprunteurs.

Les sommes qui figurent à l'état de créance et dont l'exactitude a été établie sont ordonnancées par arrêté ministériel.

Au cours des cinq premières années suivant la date de la passation de l'acte du prêt, les organismes de crédit informent au préalable l'Administration du Logement de tout changement aux conditions mentionnées dans l'acte de prêt. En outre, ils avisent l'administration précitée de tout remboursement anticipé intervenu au cours de la même période. ».

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1981.

Art. 6. Notre Ministre de la Communauté flamande et Notre Secrétaire d'Etat flamand à l'Economie régionale et à l'Aménagement du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,

G. GEENS

Le Secrétaire d'Etat flamand à l'Economie régionale  
et à l'Aménagement du Territoire,

P. AKKERMANS

MINISTERE DES FINANCES

F. 81 — 961

18 JUIIN 1981. — Arrêté royal modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 février 1961 (1) concernant le régime d'accise des benzols et des produits analogues, modifiée par la loi du 26 janvier 1976 (2), notamment l'article 1er;

(1) *Moniteur belge* du 19 décembre 1963;

(2) *Moniteur belge* du 13 août 1976;

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 81 — 961

18 JUNI 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het accijnstelsel van minerale olie alsmede van het accijnstelsel van benzol en van soortgelijke produkten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 februari 1961 (1), betreffende het accijnstelsel van benzol en van soortgelijke produkten, gewijzigd bij de wet van 26 januari 1976 (2), inzonderheid op artikel 1;

(1) *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1963;

(2) *Belgisch Staatsblad* van 13 augustus 1976;

Vu les dispositions légales relatives au régime d'accise des huiles minérales, coordonnées le 20 novembre 1963 (3) et modifiées par la loi du 16 juin 1973, (4), notamment les articles 1er et 6;

Vu la loi générale sur les douanes et accises (5), notamment l'article 13, § 1er;

Vu les arrêtés royaux des 21 décembre 1977 (6), 28 septembre 1979 (7), 27 novembre 1979 (8) et 27 juin 1980 (9) modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1980 (10) modifiant le régime d'accise des huiles minérales, le régime d'accise des benzols et des produits analogues et le régime d'accise des gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux liquéfiés;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 (11), notamment l'article 3, alinéa 1er:

Considérant que le présent arrêté a pour objet essentiel de majorer l'accise spéciale sur les huiles minérales ainsi que sur les benzols et produits analogues, cette majoration devant entrer en vigueur sans délai pour éviter toute spéculation; que, dans ces conditions, le présent arrêté doit être pris d'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Les droits d'accise spéciaux provisoirement fixés par l'article 1er de l'arrêté royal du 23 septembre 1980 modifiant le régime d'accise des huiles minérales, le régime d'accise des benzols et des produits analogues et le régime d'accise des gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux liquéfiés sont désormais provisoirement perçus aux taux suivants, par hectolitre à 15 °C :

	Droit d'accise spécial
1. Huiles minérales, légères et moyennes . . . . .	244 F
2. Gasoil . . . . .	225 F
3. Autres huiles minérales . . . . .	0 F

**Art. 2.** Les droits d'accise spéciaux sur les produits importés qui contiennent des huiles minérales, provisoirement fixés par l'article 2 du même arrêté, sont désormais provisoirement perçus aux taux suivants par hectolitre et par pour cent d'huile minérale :

	Droit d'accise spécial
1. Produits contenant plus de 5 pour cent en volume d'huiles minérales légères ou moyennes . . . . .	2,44 F
2. Produits contenant plus de 5 pour cent en volume de gasoil . . . . .	2,25 F
3. Produits contenant d'autres huiles minérales . . . . .	0 F

**Art. 3.** Les franchises de droit d'accise et de droit d'accise spécial visées à l'article 4, §§ 1er et 2, du même arrêté sont désormais provisoirement appliquées comme suit :

1° Franchise du droit d'accise et du droit d'accise spécial est accordée pour les huiles minérales légères et pour les produits contenant des huiles minérales légères, destinés à un usage autre que l'alimentation des moteurs;

Gelet op de wetsbepalingen betreffende het accijnsregime van minerale olie, gecoördineerd op 20 november 1963 (3) en gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973 (4), inzonderheid op de artikelen 1 en 6;

Gelet op de algemene wet inzake douane en accijnzen (5), inzonderheid op artikel 13, § 1;

Gelet op de koninklijke besluiten van 21 december 1977 (6), 28 september 1979 (7), 27 november 1979 (8) en 27 juni 1980 (9) tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke producten;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1980 (10), tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie, van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke producten en van het accijnsstelsel van vloeibaar aardgas en van andere vloeibare koolwaterstofgassen;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973 (11), inzonderheid op artikel 3, eerste alinea;

Overwegende dat dit besluit hoofdzakelijk een verhoging van de bijzondere accijns van minerale oliën evenals van benzol en soortgelijke producten beoogt die zonder uitstel van kracht moeten worden om ongewenste speculaties te voorkomen; dat, ingevolge die omstandigheden, dit besluit bij hoogdringendheid moet worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De bijzondere accijns voorlopig vastgesteld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 september 1980 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie, van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke producten en van het accijnsstelsel van vloeibaar aardgas en van andere vloeibare koolwaterstofgassen, wordt voortaan voorlopig geheven tegen de volgende bedragen per hectoliter bij 15 °C :

	Bijzondere accijns
1. Lichte en halfzware minerale olie . . . . .	244 fr.
2. Gasolie . . . . .	225 fr.
3. Andere minerale olie . . . . .	0 fr.

**Art. 2.** De bijzondere accijns ingevoerde goederen welke minerale olie bevatten, voorlopig vastgesteld bij artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt voortaan voorlopig geheven tegen de volgende bedragen per hectoliter en per percent minerale olie :

	Bijzondere accijns
1. Goederen bevattende meer dan 5 volumepercenten lichte of halfzware minerale olie . . . . .	2,44 fr.
2. Goederen bevattende meer dan 5 volumepercenten gasolie . . . . .	2,25 fr.
3. Goederen bevattende andere minerale olie . . . . .	0 fr.

**Art. 3.** De vrijstelling van accijns en bijzondere accijns bedoeld bij artikel 4, §§ 1 en 2 van hetzelfde besluit wordt voortaan voorlopig verleend als volgt :

1° Vrijstelling van accijns en van bijzondere accijns wordt verleend voor lichte minerale olie en voor goederen welke lichte minerale olie bevatten, indien deze producten bestemd zijn voor ander gebruik dan motoraandrijving;

(3) *Moniteur belge* du 19 décembre 1963;  
 (4) *Moniteur belge* du 20 juin 1973;  
 (5) *Moniteur belge* du 21 septembre 1977;  
 (6) *Moniteur belge* du 30 décembre 1977;  
 (7) *Moniteur belge* du 29 septembre 1979;  
 (8) *Moniteur belge* du 30 novembre 1979;  
 (9) *Moniteur belge* du 1er juillet 1980.  
 (10) *Moniteur belge* du 27 septembre 1980;  
 (11) *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1963;  
 (4) *Belgisch Staatsblad* van 20 juni 1973;  
 (5) *Belgisch Staatsblad* van 21 september 1977;  
 (6) *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1977;  
 (7) *Belgisch Staatsblad* van 29 september 1979;  
 (8) *Belgisch Staatsblad* van 30 november 1979;  
 (9) *Belgisch Staatsblad* van 1 juli 1980;  
 (10) *Belgisch Staatsblad* van 27 september 1980;  
 (11) *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

2° Franchise du droit d'accise et du droit d'accise spécial est accordée pour les huiles minérales moyennes, pour le gasoil et pour les produits contenant des huiles minérales moyennes ou du gasoil, qui ne sont pas destinés à l'alimentation de moteurs de véhicules circulant sur la voie publique autres que les machines et tracteurs agricoles ou que les engins et tracteurs forestiers.

Art. 4. Le droit d'accise spécial applicable aux benzols et aux produits analogues visés à l'article 1er de la loi du 7 février 1961 concernant le régime d'accise des benzols et des produits analogues, modifié par la loi du 26 janvier 1976, est provisoirement perçu au taux de 244 francs par hectolitre à 15° C.

Art. 5. § 1er. Sous réserve des dispositions du § 3, les huiles minérales légères destinées à l'alimentation des moteurs ainsi que les huiles minérales moyennes et le gasoil destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules circulant sur la voie publique sont passibles d'un droit d'accise spécial complémentaire fixé respectivement à 100 francs et à 80 francs par hectolitre, s'ils se trouvent sous le régime de la consommation, le 22 juin 1981, à 0 heure :

1° dans les établissements des fabricants, des négociants en gros ou demi-gros et des dépositaires;

2° en cours de transport à destination desdits établissements.

§ 2. Pour l'application du § 1er, on entend par :

1° négociants en gros ou demi-gros, ceux qui, depuis le 1er mars 1981, ont livré à un revendeur des huiles visées au § 1er;

2° dépositaires, toutes les personnes autres que les fabricants et négociants en gros ou demi-gros, qui détiennent, à quelque titre que ce soit, des huiles minérales visées au § 1er et pour lesquelles elles ne peuvent pas administrer la preuve qu'elles les ont achetées à d'autres personnes que des revendeurs. Cette preuve est censée ne pas avoir été administrée quand lesdites huiles sont détenues dans des tanks, réservoirs ou autres récipients à l'égard desquels l'intéressé ne peut pas prouver :

— soit qu'il les a utilisés sans discontinuer depuis le 1er juin 1981 à l'emmagasinage d'huiles minérales — de la même espèce que les huiles détenues — reçues pour son propre usage ou pour les besoins de son commerce de détail;

— soit qu'il les a fait installer de manière définitive, pour servir de façon permanente à l'emmagasinage d'huiles minérales, destinées à son propre usage ou aux besoins de son commerce de détail.

§ 3. Ne sont toutefois pas imposables les huiles minérales visées au § 1er, que les fabricants et négociants en gros ou demi-gros détiennent sous le régime de la consommation dans des établissements séparés où ils exercent une activité qui, à elle seule, ne serait pas de nature à faire considérer l'exploitant comme négociant en gros ou demi-gros au sens du § 2, 1°, ou comme dépositaire au sens du § 2, 2°.

Art. 6. Le droit d'accise spécial complémentaire fixé à l'article 5, § 1er, est dû par celui qui, le 22 juin 1981, détient comme propriétaire ou à tout autre titre des huiles minérales passibles de ce droit.

Pour l'huile minérale en cours de transport, le droit d'accise spécial complémentaire est dû par le destinataire.

Art. 7. Le droit d'accise spécial complémentaire fixé à l'article 5, § 1er, n'est perçu que dans la mesure où le volume imposable dépasse 10 hectolitres par espèce d'huile.

Pour cette perception, les fractions d'hectolitre sont négligées.

Art. 8. Notre Ministre des Finances arrête les mesures d'exécution relative à la perception du droit d'accise complémentaire fixé à l'article 5, § 1er. A cet effet, il peut prescrire que les détenteurs ou les destinataires d'huiles minérales imposables doivent déclarer leurs stocks.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 juin 1981.

Art. 10. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,

R. VANDEPUTTE

2

2° Vrijstelling van accijns en bijzondere accijns wordt verleend voor halfzware minerale olie, voor gasolie en voor goederen welke halfzware minerale olie of gasolie bevatten en die niet bestemd zijn voor het aandrijven van motoren van voertuigen op de openbare weg andere dan landbouwmachines of tractors of bosbouwmachines of tractors.

Art. 4. De bijzondere accijns van benzol en soortgelijke producten, bedoeld bij artikel 1 van de wet van 7 februari 1961 betreffende het accijnsregime van benzol en van soortgelijke producten, gewijzigd bij de wet van 26 januari 1976 wordt voorlopig geheven tegen het bedrag van 244 frank per hectoliter bij 15 °C.

Art. 5. § 1. Met inachtneming van het bepaalde in § 3, worden lichte minerale olie bestemd voor motoraandrijving, evenals halfzware minerale olie en gasolie bestemd voor motoraandrijving op de openbare weg, onderworpen aan een aanvullende bijzondere accijns van respectievelijk 100 frank en 80 frank per hectoliter, voor zover die oliën op 22 juni 1981, te 0 uur onder verbruiksstelsel :

1° voorhanden zijn in de inrichtingen van fabrikanten, van grossiers en half-grossiers en van depothouders;

2° onderweg zijn met bestemming naar genoemde inrichtingen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 worden verstaan onder :

1° grossiers en half-grossiers, zij die sedert 1 maart 1981 minerale olie als bedoeld in § 1 hebben geleverd aan een wederverkoper;

2° depothouders, alle andere personen dan fabrikanten, grossiers of half-grossiers, die in welke hoedanigheid ook, een hoeveelheid van de bij § 1 bedoelde minerale olie onder zich hebben waarvan zij niet kunnen bewijzen dat zij die olie hebben aangekocht om door hen zelf te worden gebruikt of om te worden geleverd anders dan aan wederverkopers. Dat bewijs wordt geacht niet te zijn geleverd wanneer genoemde olie zich bevindt in tanks, vergaarkakken of andere recipiënten waarvan de betrokkene niet kan aantonen :

— ofwel, dat hij ze sedert 1 juni 1981 doorlopend heeft aangewend voor het opslaan van voor eigen gebruik of voor de behoeften van zijn kleinhandel betrokken minerale olie van dezelfde soort als de opgeslagen olie;

— ofwel, dat hij ze heeft ingericht om blijvend te worden aangewend voor het opslaan van voor eigen gebruik of voor de behoeften van zijn kleinhandel bestemde minerale oliën.

§ 3. Worden nochtans niet belast, de bij § 1 bedoelde oliën die de fabrikanten, grossiers en half-grossiers onder verbruiksstelsel voorhanden hebben in aparte inrichtingen waar zij een bedrijvigheid uitoefenen die niet van aard is de exploitant te doen aanmerken als grossier of half-grossier in de betekenis van § 2, 1°, of als depothouder in de betekenis van § 2, 2°.

Art. 6. De bij artikel 5, § 1, vastgestelde aanvullende bijzondere accijzen zijn verschuldigd door degene die op 22 juni 1981 als eigenaar of in welke hoedanigheid ook, belastbare minerale oliën onder zich heeft.

Voor onderweg zijnde minerale oliën is de aanvullende bijzondere accijns verschuldigd door de geadresseerde.

Art. 7. De bij artikel 5, § 1, vastgestelde aanvullende bijzondere accijzen worden slechts geheven in de mate dat de belastbare hoeveelheid per soort olie 10 hectoliter overtreft.

Voor die heffing worden de delen van een hectoliter verwaarloosd.

Art. 8. Onze Minister van Financiën regelt de uitvoeringsmaatregelen in verband met de bij artikel 5, § 1, bedoelde heffing van aanvullende accijzen. Hij kan hierbij voorschrijven dat de bezitters en geadresseerden van belastbare minerale oliën aangifte moeten doen van hun voorraden.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 22 juni 1981.

Art. 10. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,

R. VANDEPUTTE